

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/8
30 novembre 1999

(99-5187)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

ROYAUME-UNI

Déclaration de M. Stephen Byers Secrétaire d'État au commerce et à l'industrie

Je suis heureux de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui. Nous sommes appelés à prendre, sur l'avenir du commerce mondial, des décisions qui vont régir nos économies et la vie de nos peuples pendant des dizaines d'années. Jamais auparavant les décisions que nous allons prendre ici n'avaient suscité un tel intérêt.

Jamais non plus l'OMC elle-même n'avait suscité un tel intérêt.

L'Organisation n'existe que depuis cinq ans, mais Seattle marquera un tournant dans son histoire.

L'OMC est-elle capable de se moderniser et de se réformer pour gagner en crédibilité et se ménager l'appui des peuples et de leurs gouvernements?

Peut-elle modifier son image, ne plus être perçue comme étant au service des multinationales et s'affirmer comme une organisation résolue à protéger et à défendre les intérêts de tous ses Membres? Et le faire en veillant à ce que les politiques commerciales ne soient pas confisquées par des groupes d'intérêts étroits qui, trop souvent, se rangent sous la bannière du protectionnisme.

Une OMC qui reconnaisse la nécessité d'une plus grande ouverture et d'une plus grande transparence, qui ne soit plus considérée comme dissimulatrice, comme répondant aux besoins du petit nombre en négligeant les aspirations des pays en développement et des pays les moins avancés.

Une OMC modernisée, réformée, capable de faire face avec confiance au XXI^e siècle et à l'accélération constante de la mondialisation.

Nous ne devons pas perdre de vue les possibilités qu'apporte cette ère nouvelle de la mondialisation dans laquelle nous sommes entrés. Nous avons déjà commencé à recueillir les fruits de l'intégration de l'économie internationale.

L'engagement solidaire en faveur d'un commerce ouvert s'est avéré être un moteur de la croissance. La vraie solution aux problèmes du moment n'est pas de démondialiser – de créer de nouvelles structures nationales qui séparent les pays et les isolent, mais de renforcer les structures internationales, pour que la mondialisation puisse avoir des résultats positifs en temps de crise comme dans les moments moins difficiles.

Ce que nous devons faire d'urgence, c'est resserrer la coopération, poursuivre le dialogue, et ne pas faiblir dans notre engagement en faveur d'un commerce ouvert.

En raison des pressions qui s'exercent sur nous aujourd'hui, nous pouvons être tentés de nous réfugier dans des solutions faciles, mais dangereuses: le retour au protectionnisme, l'effondrement de la coopération, la montée des politiques du "chacun pour soi". Mais cette tentation peut seulement conduire à dégrader la situation, et certainement pas à faire reprendre la croissance.

Soyons clairs: le protectionnisme, où qu'il se manifeste, constitue une menace pour la prospérité partout dans le monde. Le repli sur soi des économies nationales ne peut que renforcer l'instabilité interne et internationale. Et, partout dans le monde, ce sont les plus pauvres, les plus vulnérables, qui subissent les conséquences de la crise financière et de la stagnation.

D'aucuns prétendent que la mondialisation et la libéralisation des échanges sont intrinsèquement nocives, qu'elles ne profitent qu'à une poignée de sociétés multinationales et augmentent l'écart qui sépare les plus riches et les plus pauvres, menacent l'environnement et détruisent les bases de la structure sociale.

Des alarmistes comme ceux-là, il y en a eu à toutes les étapes de l'histoire de l'humanité, mettant en doute le progrès et soulignant les maux dont il s'accompagne prétendument, en oubliant les avantages qu'il apporte. Aujourd'hui, ils rejettent le marché et l'idée de croissance. Ils ne voient dans la recherche du profit que cupidité, et dans la science et la technique, qu'une menace et non un moyen d'améliorer la vie humaine.

Il est incontestable que la poursuite aveugle du progrès, sans souci de ses conséquences, comporte des risques et des coûts.

En travaillant ensemble, nous pouvons confondre nos détracteurs et montrer que la mondialisation et la libéralisation peuvent s'unir en une force décisive et bienfaisante. Mais, dans nos pays, nous devons travailler à convaincre nos peuples que cette évolution est à saluer, et non à craindre.
